



PREFET DE MAYOTTE

*Direction des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation, du Travail
et de l'Emploi*

ARRETE n° 2019-120-SG /DIECCTE
portant sur les publics éligibles au Parcours Emploi Compétences
et fixant les taux de l'aide apportée par l'Etat pour leur financement
au titre de l'année 2019

LE PREFET DE MAYOTTE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le code du travail, notamment les articles L 5134-19-1 à L 5134-34 et R 5134-14 à D5134-50 ;
- VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, notamment son article 21 instituant le Contrat Unique d'Insertion ;
- VU le décret du 11 janvier 2017 portant nomination de Monsieur Dominique FOSSAT en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 28 mars 2018 portant nomination de Monsieur Dominique SORAIN en qualité de préfet de Mayotte, délégué du gouvernement ;
- VU le décret du 18 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Edgar PEREZ en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018/DIECCTE/483 portant sur les publics éligibles au Parcours Emploi Compétences et fixant les taux de l'aide apportée par l'Etat pour leur financement au titre de l'année 2018
- VU la circulaire DGEFP/SDPAE/MIP/METH/MPP/2019/17 du 31 janvier 2019 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeur pour l'insertion et la qualification) ;
- VU la circulaire du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse du 14 février 2019 relative à la gouvernance et modalités de mise en œuvre des CUI CAE au ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse au titre du premier semestre 2019.

Considérant la concertation entre les partenaires du Service Public de l'Emploi de Mayotte ;

Sur proposition du Secrétaire Général Adjoint de la préfecture de Mayotte ;

ARRETE

Article 1 : Publics éligibles au Parcours Emploi Compétences

La prescription du Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi ou du Contrat d'Insertion dans l'Emploi est centrée sur les publics éloignés du marché du travail au sens de « personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi » (art L 5134-20 du code du travail) pour lesquelles :

- la formation, seule, n'est pas l'outil approprié ;
- les raisons de l'éloignement à l'emploi ne relèvent pas de freins périphériques lourds justifiant d'un parcours dans une structure dédiée à l'insertion (type SIAE, EA).
- L'évaluation de l'éligibilité des publics doit s'appuyer sur le diagnostic global conduit par le conseiller du service public de l'emploi. Le demandeur pourra solliciter un conseil en évolution professionnelle qui permettra au prescripteur d'apporter la réponse la plus adaptée aux causes de l'éloignement de la personne du marché du travail.

Certains publics doivent faire l'objet d'une attention particulière : les travailleurs handicapés, les résidents de quartiers prioritaires de la politique de la ville et les jeunes pour lesquels les solutions de formation ou d'alternance ne seraient pas à privilégier.

Article 2 : Taux de l'aide apportée aux employeurs de personnes embauchées en Parcours Emploi Compétences (CUI / CAE - secteur non marchand)

L'aide à l'insertion apportée par l'Etat est accordée en fonction des engagements pris par l'employeur en matière de poste de travail, d'accompagnement, d'accès à la formation.

Les taux s'établissent ainsi qu'il suit pour les nouveaux contrats et les renouvellements intervenant à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'engagement des employeurs est apprécié par Pôle Emploi dans le cadre d'une procédure de recrutement, d'accompagnement et de suivi qui s'articule en quatre phases complémentaires :

1. Diagnostic de la situation du demandeur d'emploi, vérification de l'éligibilité ;
2. Entretien tripartite Pôle Emploi, employeur et futur salarié au moment de la signature de la demande d'aide ; cet entretien doit permettre la formalisation des engagements ainsi que la déclinaison des compétences que le poste doit permettre d'acquérir parmi les compétences définies ;
3. Le suivi pendant la durée du parcours ;
4. L'entretien de sortie, 1 à 3 mois avant la fin du contrat permettant de faire le point sur les compétences acquises et les formations engagées, d'évaluer le cas échéant l'opportunité d'un renouvellement ou d'enclencher une action de formation complémentaire.

Employeurs éligibles	Taux	Publics	Engagements
Tout employeur éligible au CAE (art. L 5134-21 du code du travail)	60% du SMIC horaire brut dans la limite d'une prise en charge hebdomadaire de 20 heures . Durée de la convention: 12 mois	Tout public éligible mentionné à l'article 1.	1) Poste de travail permettant le développement de comportements professionnels et de compétences techniques répondant à des besoins du territoire ou transférables. 2) Capacité démontrée à accompagner au quotidien. 3) Engagement à faciliter l'accès à la formation.
Établissement public local d'enseignement (contingent Éducation Nationale).	50% du taux horaire brut du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIC) dans la limite d'une prise en charge hebdomadaire de 20 heures . Tout public éligible mentionné à l'article 1. Durée de la convention : 10 mois. En dehors du contingent Éducation Nationale, les publics sont éligibles dans les conditions de droit commun.		

Article 2 bis : Taux de l'aide apportée aux employeurs de personnes embauchées en Parcours Emploi Compétences (CUI / CIE - secteur marchand)

L'attribution et le niveau de l'aide de l'Etat sont fonction des engagements pris par l'employeur en matière de poste de travail, d'accompagnement, d'accès à la formation, de capacité à pérenniser le poste, de la nature (CDD ou CDI) du contrat de travail et de la durée hebdomadaire du travail.

L'engagement des employeurs est apprécié par Pôle Emploi dans le cadre d'une procédure de recrutement, d'accompagnement et de suivi qui s'articule en quatre phases complémentaires :

1. Diagnostic de la situation du demandeur d'emploi, vérification de l'éligibilité ;
2. Entretien tripartite Pôle Emploi, employeur et futur salarié au moment de la signature de la demande d'aide ; cet entretien doit permettre la formalisation des engagements ainsi que la déclinaison des compétences que le poste doit permettre d'acquérir parmi les compétences définies ;
3. Le suivi pendant la durée du parcours ;
4. L'entretien de sortie, 1 à 3 mois avant la fin du CDD permettant de faire le point sur les compétences acquises et les formations engagées, d'évaluer le cas échéant l'opportunité d'un renouvellement ou d'enclencher une action de formation complémentaire.

Employeurs éligibles	Taux et durée de l'aide de l'Etat		
	Taux	Publics	Engagements
Embauche en CDD de 12 mois et plus. Tout employeur éligible au CIE (art. L 5134-66 du code du travail).	30% du SMIC horaire brut dans la limite d'une prise en charge hebdomadaire de 24 à 35 heures. Durée de la convention : la moitié de la durée du CDD avec un maximum de 8 mois.	Tout public éligible mentionné à l'article 1.	1.Poste de travail permettant le développement de comportements professionnels et de compétences techniques répondant à des besoins du territoire ou transférables. 2.Capacité démontrée à accompagner au quotidien. 3.Engagement à faciliter l'accès à la formation. 4.Engagement sur la durée du CDD.
Embauche en CDI. Tout employeur éligible au CIE (art. L 5134-66 du code du travail).	30% du SMIC horaire brut dans la limite d'une prise en charge hebdomadaire de 24 à 35 heures. Durée de la convention : 12 mois		1.Poste de travail permettant le développement de comportements professionnels et de compétences techniques répondant à des besoins du territoire ou transférables. 2.Capacité démontrée à accompagner au quotidien. 3.Engagement à faciliter l'accès à la formation. 4.Engagement sur la durée de la convention.

Ces taux pourront faire l'objet d'une révision en cours d'année.

Article 3 : Bénéficiaires du RSA

Dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) signée avec le Département de Mayotte, les bénéficiaires du RSA pourront être embauchés en Parcours Emploi Compétences dans le secteur non marchand au taux négocié et aux conditions relatives aux obligations des employeurs indiquées dans la CAOM.

Article 4 : Durée des conventions initiales et renouvellement

La durée minimale des conventions initiales Parcours Emploi Compétences dans le secteur non marchand est de 9 mois. La durée minimale des conventions initiales Parcours Emploi Compétences dans le secteur marchand est de 12 mois.

La convention peut être renouvelée pour une durée de 12 mois dans le cadre d'une embauche en CDI et pour une durée de 6 à 12 mois dans le cadre d'une embauche en CDD, dans la limite de 24 mois au total. Le renouvellement n'est ni prioritaire ni automatique ; il est conditionné à l'évaluation, par Pôle Emploi de son utilité pour le bénéficiaire et autorisé sous réserve du respect des engagements de l'employeur et du niveau de la consommation de l'enveloppe des Parcours Emploi Compétences octroyée à Mayotte.

Article 5 : Formation et accompagnement spécifique facilitant l'insertion professionnelle

L'action d'insertion du Parcours Emploi Compétences nécessite la mise en place d'actions de formation et d'accompagnement du salarié. A cette fin, l'employeur doit désigner un tuteur dans l'entreprise. Ce tuteur doit être formé à cette mission et ne pourra, à terme, suivre simultanément plus de trois bénéficiaires de Parcours Emploi Compétences. En outre, une attestation d'expérience professionnelle est obligatoirement remise au salarié à la fin de son contrat.

Le salarié a la possibilité de réaliser des périodes de mise en situation en milieu professionnel pour faciliter l'acquisition de nouvelles compétences ou créer des passerelles avec d'autres employeurs et initier le cas échéant une procédure d'embauche.

Article 6 : Contrôle du dispositif

Les principes et les modalités de mises en œuvre des Parcours Emploi Compétences pourront faire l'objet de contrôle par les services la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE), et par Pôle Emploi.

S'il apparaît lors de ces contrôles que les modalités de mise en œuvre de ces contrats sont contraires aux dispositions législatives et réglementaires, l'Etat pourra dénoncer les conventions conclues avec les organismes employeurs et demander le reversement des aides apportées.

Article 7 : Date d'effet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux nouvelles conventions conclues à compter de la date de sa publication.

Article 8 : Financement de la formation

L'arrêté du 27 février 2017 portant sur le taux de l'aide apportée par l'Etat pour la formation des publics éligibles au CUI-CAE a été abrogé par l'arrêté préfectoral 2018-157 portant sur les publics éligibles au Parcours Emploi Compétences et fixant les taux de l'aide apportée par l'Etat pour leur financement au titre de l'année 2018.

Le financement d'actions de formation pourra être obtenu dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 pour des formations touchant des personnes en recherche d'emploi non qualifiées ou pour des typologies de formation de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projets.

Article 9 : Dispositions diverses

L'arrêté préfectoral n°2018-157 portant sur les publics éligibles au Parcours Emploi Compétences et fixant les taux de l'aide apportée par l'Etat pour leur financement au titre de l'année 2018 est abrogé.

Le Secrétaire Général, le Secrétaire Général Adjoint, le Directeur des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, le Directeur Régional préfigurateur de Pôle Emploi et le Directeur de l'Agence des Services et des Paiements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

* *

Fait à Mamoudzou, le 28 février 2018

**Le Préfet de Mayotte
délégué du gouvernement**

Dominique SORAIN

Copie : recueil des actes administratifs